

Profession de foi collègues enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs commission de la formation et de la vie universitaire de l'université de Strasbourg
(secteur 3 - sciences)

« Pour une université de service public »

liste soutenue par le SES-CGT et le SNTRS-CGT

Frédéric Antoni (non-syndiqué) et Hervé Berviller (SES-CGT)

L'exercice de nos métiers d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs est devenu une épreuve.

Le nombre d'étudiants n'a cessé de croître depuis la naissance de notre université : 10 000 de plus en 11 ans à l'université de Strasbourg mais près de 150 enseignants-chercheurs en moins. La crise du COVID sert d'amplificateur à cette pénurie lancinante de moyens humains et matériels ; la surcharge de travail liée à la réalisation de cours hybrides pour les enseignants et la n^{ième} réorganisation des emplois du temps pour les Biatss fait déborder le vase. Le découragement devient monnaie courante, la souffrance au travail le lot commun !

Du côté de la recherche, la situation n'est guère plus brillante. Nos labos manquent de soutien de base. Nous ne recevons d'argent qu'à travers les appels à projets ou presque. Et nous n'embauchons plus de titulaires... Nous devenons les contremaîtres d'une armée immense de contractuels !

Pourtant, nous sommes à Strasbourg, dans un « site d'excellence », lauréat d'un nombre incalculable d'appels à projets du Programme d'Investissements d'Avenir PIA !

Même si nous n'en connaissons pas encore le déroulement, l'année 2021 se révèle déjà encore plus dure : la présidence de l'université a fait voter un budget de régression, pas à la hauteur de la progression du nombre d'étudiants et du COVID : -5% de fonctionnement pour les services centraux et un plan emploi qui s'annonce particulièrement chiche en emploi titulaire.

Les raisons de cette politique sont simples : le gouvernement a reconduit les budgets 2021 à l'identique de 2020 (hors le financement d'opérations particulières telles que la licence santé). Ceci ne compense toujours pas le Glissement Vieillesse Technicité (qui touche chacun d'entre nous) et s'oppose à toute embauche de nouveaux fonctionnaires.

Dans le même temps, pour imposer contre nous la Loi de Programmation de la Recherche (LPR), le gouvernement a jeté de la poudre aux yeux : derrière des annonces ronflantes sur une priorité financière à la recherche, il n'y a guère de financements, (seulement des crédits pour quelques primes et pour l'ANR, et qui pour l'essentiel n'arriveront qu'en fin d'année). Ces annonces en trompe l'œil masquent mal la remise en cause de nos statuts, et une précarité renforcée. Elles font une priorité absolue à « l'innovation » au détriment d'une recherche libre. Elles induisent une précarité associée au développement d'une concurrence exacerbée entre nos établissements, nos équipes et nos collègues eux mêmes.

Cette crise de l'université strasbourgeoise, organisée de longue date a pour l'essentiel été acceptée docilement par la direction de l'Unistra depuis 2009, quand cette dernière n'a pas été à l'initiative de cette transformation, au nom d'une conception très libérale de l'université censée l'assimiler à une entreprise.

Nous voulons faire entendre à la commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) une autre voix que celle de la prétendue « excellence » gouvernementale.

Nous voulons contester certains choix politiques et financiers, mais aussi faire des propositions concrètes permettant de rétablir la justice et de meilleures conditions de travail sur notre site :

- Développer les dispositifs d'accompagnement aux étudiants en difficulté en organisant une véritable concertation avec les enseignants pour éviter les situations absurdes que nous vivons depuis des mois, avec des changements de dispositifs hebdomadaires
- Refuser les hausses de frais d'inscription pour les étudiants.
- Renforcer le maintien et le développement des cours en présentiel autant que la situation sanitaire le permettra.
- Faire de la rénovation des amphithéâtres et de l'ouverture de nouvelles salles de cours et de TD une des priorités effective des investissements de l'établissement
- Refuser la mise en place des « tenure-tracks » mais soutenir financièrement les MCF et CR débutants par une dotation de base garantie.
- Développer le nombre de CRCT (congés pour recherches ou conversions thématiques) pour permettre aux enseignants de faire de la recherche à temps plein lors des périodes décisives pour leur recherche et leur carrière.
- Examiner sérieusement les possibilités de relancer l'emploi titulaire et le fonctionnement. Pour cela il faut renoncer provisoirement à l'équilibre financier de l'université, tant que l'État n'augmentera pas notre subvention de service public.
- Réduire la précarité de l'emploi pour les enseignants et les chercheurs comme pour les BIATSS
- Relancer la recherche et la formation en augmentant la dotation de base aux laboratoires et aux composantes, en réorientant certains crédits IDEX.
- Nous opposer à la confusion entre activités publiques et privées prévues par la LPR. Défendre une recherche publique pour le bien commun sans conflit d'intérêt et permettant de maintenir une expertise indépendante sur les sujets sociétaux en particulier.
- Démocratiser la gestion des choix et des crédits de l'IDEX pour tous les leviers. Cet argent absolument nécessaire est le bien de toute la communauté. Seule une partie du levier recherche et du levier formation est aujourd'hui réellement débattue par les conseils. Le reste est contrôlé par le comité de pilotage. Nous voulons que les conseils reprennent la main sur l'utilisation de l'ensemble de ces financements.
- Développer un droit de regard des conseils de l'université sur le fonctionnement des Instituts Thématiques Interdisciplinaires (ITI).
- Pour compenser les pertes de salaire liées à la stagnation du point d'indice, augmenter de manière générale la prime des EC de façon uniforme, dans le cadre des attributions de l'université, et refuser la généralisation des primes au mérite.

Pour faire entendre cette voix à la CFVU et permettre d'autres choix de gestion nous avons besoin de vos suffrages et de votre participation active aux initiatives que nous proposerons.

